



# L'économie politique de la Chefferie de Kaziba

**(Sud-Kivu, RDC)**

**Eric Batumike Banyanga  
et Koen Vlassenroot**

## SÉRIE INSECURE LIVELIHOODS (ILS)

La série Insecure Livelihoods publie des analyses sur la complexité des conflits et de la sécurité en République démocratique du Congo. Ces rapports sont basés sur des recherches indépendantes, non partisans, collaboratives et de terrain.

## AUTEURS

Eric Batumike Banyanga est chercheur au Groupe d'Etudes sur les conflits et la Sécurité Humaine et chargé de cours au Département d'Histoire et de Sciences Sociales à l'Institution Supérieure Pédagogique de Bukavu.

Koen Vlassenroot est professeur de sciences politiques et directeur du groupe de recherche sur les conflits à l'université de Gand.

## CONFLICT RESEARCH GROUP (CRG)

Directeur : Koen Vlassenroot

## GOVERNANCE IN CONFLICT NETWORK (GIC)

Coordinateur : Tomas van Acker

[www.gicnetwork.be](http://www.gicnetwork.be)

## PUBLICATION

Editor : Koen Vlassenroot

Éditorial : Lee Gillette

Traduction : Martial Elfi Kashori

Designer : Marie Wynants, achttien.eu

© 2025 Governance in Conflict Network, basé à l'Université de Gand, Belgique



Photo de couverture :

« The view of Kaziba Chiefdom, 12 mars 2011 » par Julien Harneis, sous licence CC BY-SA 2.0.

# L'économie politique de la Chefferie de Kaziba

(Sud-Kivu, RDC)

**Eric Batumike Banyanga  
et Koen Vlassenroot**



# Table des matières

<b>1   INTRODUCTION</b>	<b>5</b>
<b>2   HISTORIQUE DE LA CHEFFERIE</b>	<b>7</b>
<b>3   UN LEADERSHIP POLITIQUE INCONTESTÉ</b>	<b>12</b>
<b>4   UNE ÉCONOMIE DOMINÉE PAR L'EXPLOITATION FORESTIÈRE</b>	<b>14</b>
<b>5   CONFLITS FONCIERS</b>	<b>17</b>
<b>6   L'OR, MOYEN DE SUBSISTANCE ALTERNATIF ET SOURCE DE CONFLIT</b>	<b>19</b>
<b>7   NOUVELLES FORMES DE MOBILISATION ARMÉE</b>	<b>23</b>
<b>8   CONCLUSION</b>	<b>25</b>
<b>9   BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>27</b>

La chefferie de Kaziba fait partie du territoire de Walungu, dans la province du Sud-Kivu, en République démocratique du Congo. Elle est située à environ 55 km de Bukavu, le chef-lieu de la province, et a une superficie de 192 km<sup>2</sup>. Entourée de montagnes, la chefferie est limitée à l'est par la chefferie de Bafuliiru (territoire d'Uvira), au sud par la chefferie de Luhwindja (territoire de Mwenga), au nord par la chefferie de Ngweshe (territoire de Walungu) et à l'ouest par les chefferies de Lwindi et de Burhinyi (territoire de Mwenga). En 2021, sa population était estimée à 49 874 habitants (Mukenge et al., 2021). La chefferie se situe dans les monts Mitumba, qui culminent à 3200 mètres d'altitude, ce qui lui confère un caractère géographique particulier. La plupart des habitants vivent dans la vallée de la rivière Luzinzi et sur les plateaux situés au nord.

Ce rapport analyse les principales caractéristiques sociales, politiques, géographiques et économiques de Kaziba. Il montre comment sa superficie relativement petite, son isolement géographique et l'absence de sols fertiles ont contribué à la fois à un haut degré de cohésion et stabilité sociale, mais aussi à l'absence d'opportunités économiques et de développement. Compte tenu de la fertilité relativement faible des sols, la production agricole se limite principalement à l'autosubsistance. La découverte de gisements d'or a offert une porte de sortie à une partie de la population, mais a également déclenché une concurrence et des conflits entre les creuseurs artisanaux et les coopératives minières.

D'un point de vue méthodologique, ce rapport repose sur un travail de terrain qualitatif mené à Kaziba en août et septembre 2024. Les données ont été recueillies au moyen de 19 entretiens semi-structurés avec les parties prenantes, dont des administrateurs, des chefs coutumiers, des députés élus, des acteurs de la société civile, des agriculteurs, des mineurs artisanaux, des chefs religieux, etc. Des observations de terrain recueillies au cours de nos recherches à Kaziba se sont également ajoutées à ces entretiens. Ces observations ont contribué à une meilleure compréhension des dynamiques et des défis actuels qui caractérisent la chefferie. En outre, des rapports et des articles universitaires ont été consultés.

# Historique de la chefferie

La chefferie de Kaziba est une petite chefferie, composée de 15 groupements et de 58 villages (voir le tableau 1). Le centre de Lwanguku en est la capitale administrative et abrite les principaux établissements scolaires, sanitaires, etc. Les habitants de Kaziba sont connus sous le nom de Bazibaziba, qui signifie « ceux qui ferment les yeux » en mashi. Ce nom fait référence à la réaction de la population après le vol de la vache par le Mwami Kangere de son « *Mwihwa* » (cousin en mashi), un crime jugé impardonnable. En réponse, ses sujets baissaient la tête et fermaient les yeux, un acte connu localement sous le nom de *Kuziba* (Kaziba Unknown, 2019).

Avant la colonisation, la chefferie a été dirigée par 11 *bwami* différents (voir tableau 2). La chefferie est plutôt isolée en raison de son caractère montagneux. Elle n'a suscité qu'un intérêt limité de l'extérieur, auquel sa population a souvent répondu par la résistance. Dans les années 1904 et 1907, les forces coloniales belges ont organisé deux expéditions militaires qui ont laissé un traumatisme collectif au sein de la population de Kaziba. Un décret du commissaire du district du Kivu a fini par reconnaître et intégrer formellement la chefferie dans les structures politiques coloniales en 1929, alors que celle-ci était sous le règne du Mwami Majiri III N'Kaziba.

Tableau 1 : Groupements et villages de la chefferie de Kaziba

GROUPEMENT	VILLAGE
BULUMBWA	Budaha, Bulumbwa, Burhurhu, Chitumbye, Mulaga
BUTUZI	Burhende, Butuzi, Centre Lwanguku, Kapunda, Nabiriga, Rugezi
CHIBANDA	Chibanda-Kakonzi, Chingali, Karwa, Kalemba, Kalambo, Mugogo, Nyunya, Kashiramo
CHIHUMBA	Chihumba, Mikumba
CHIRIMIRO	Chirimiro, Lukeshe, Mpako
KABEMBE	Bwegemerwa, Kabembe, Karhondo
KAHUNGWE	Kabuga, Kahungwe, Nshoko, Chimpwi
KASHANGA	Bubira, Kashanga
KASHOZI	Bushendeko, Kasheke, Kashozi, Kasigalire, Mufumbe
CHIBURHI	Kalemba, Karhungu, Mululi
LUKUBE	Chebe, Lukube
MUCHINGWA	Chirhala, Luvumbu, Muchingwa, Nachihase, Namikubi, Nkoma
MUHUMBA	Ihuku, Lubona, Njokandi
MULAMBI	Mulambi, Chitudu
NGANDO	Ludaho, Muherho, Mulondola, Ngando, Chitudu

Tableau 2 : Succession des chefs coutumiers de Kaziba

NOM	PÉRIODE DE RÈGNE	NOM	PÉRIODE DE RÈGNE
KANGERE	1677–1701	MPWIJI MAJIRI II	1824–1860
NSHULILUJO	1701–1725	MUKENGE (MUHIRHIRA)	1860–1882
NGIRINGA	1725–1754	CHIMANYE I	1882–1906
NGWINA	1754–1770	MAJIRI III	1906–1936
CHIVULA WA CHIVULA	1770–1788	KABONWA II MUHIGIRHA	1936–1965
KARHENDE MAJIRI I	1788–1803	CHIMANYE II KABONWA	1965–2005
KARHENDE II	1804–1815	MAJIRI IV DIRK	2005–
KABONWA KA BIHEMBE	1816–1823		

Source : Monument de l'arbre généalogique des Bami de Kaziba, 2024.



La population de Kaziba est majoritairement protestante. En 1922, une expédition de pentecôtistes suédois et norvégiens ayant pour objectif la création d'une mission pentecôtiste au Congo a été la première à arriver à Kaziba. Une fois le travail réparti, les colons norvégiens ont institué un ministère pentecôtiste en coopération avec les autorités coutumières locales. Ce fut le début d'une conversion massive de la population de Kaziba au protestantisme. En 1958, la construction et la gestion d'un hôpital par des missionnaires norvégiens (Mikaelsson, 2018), qui deviendra l'hôpital général de Kaziba, a permis d'attirer les villageois et de les inciter à s'installer à Kaziba ; un facteur important qui a contribué à la croissance et à l'urbanisation du centre de Kaziba. Au fil des ans, certains notables de Kaziba se sont installés à Bukavu, où ils avaient investi dans des activités commerciales locales. Une partie des revenus de ce commerce a été investie dans l'infrastructure de Kaziba, ce qui a constitué un facteur supplémentaire de son urbanisation.

En 1977, la Communauté d'Églises Chrétiennes en Afrique (CECA) s'est également installée à Kaziba et a tenté d'y établir une école qui a finalement été transférée sur la colline de Kahya, également connue localement sous le nom de colline de Nairobi. Cependant, la CECA n'a jamais réussi à établir une véritable présence sur le terrain, seules deux églises sont encore opérationnelles.

En 1995, la Communauté des Églises Libres de Pentecôte en Afrique (CELPA) a été créée et a repris toutes les activités qui étaient encore sous le contrôle de la Mission norvégienne au Congo. Avec l'aide de l'Agence norvégienne de coopération au développement (NORAD), la CELPA a développé un réseau d'écoles et d'institutions dans plusieurs régions du Congo, y compris à Kaziba où elle est devenue une structure religieuse dominante (Mikaelsson, 2018).

La chefferie de Kaziba est aujourd'hui, comme toutes les autres chefferies de la République Démocratique du Congo, une entité territoriale décentralisée. Depuis plusieurs décennies, elle est réputée pour être une zone où règnent la sécurité et la stabilité. Contrairement à plusieurs autres chefferies du Bushi, il n'y a pas eu de lutte de pouvoir coutumier à Kaziba depuis le règne du Mwami Kangere N'Nalwindi, qui a régné de 1677 à 1701, jusqu'à l'actuel Mwami Dirk Majiri IV. Les Bazibaziba sont une communauté plutôt fermée qui respecte l'autorité coutumière non pas parce qu'elle s'impose par son

pouvoir contraignant, mais parce qu'elle incarne des valeurs sacrées, spirituelles et identitaires. Comme en témoigne le mariage de l'actuel Mwami Dirk Majiri IV, en juillet 2024, la plupart des Bazibaziba sont très attachés à leur identité, dont le Mwami est considéré comme le principal gardien. La plupart, sinon tous les Bazibaziba, se sont impliqués et ont contribué financièrement pour garantir la réussite de son mariage.

L'isolement géographique et la taille de la chefferie, ainsi que sa cohésion sociale, expliquent également son niveau de stabilité relativement élevé. Les Bazibaziba ont un accent particulier lorsqu'ils parlent le mashi, ce qui les différencie des autres Bashi. Moins nombreux, ils se reconnaissent facilement entre eux. Comme l'a dit l'une de nos sources : « Tout le monde connaît tout le monde à Kaziba »<sup>1</sup>. Notre enquête de terrain montre également qu'un autre facteur contribuant à cette cohésion sociale et à cette stabilité est un degré élevé de solidarité à travers le Syndicat d'Initiative de Kaziba (SIKA), qui sert de cadre pour le règlement des litiges entre tous les Bazibaziba. Ce syndicat mène même des actions de plaidoyer en faveur de la sécurité auprès des autorités politiques et militaires de la province dans le but d'assurer la stabilité de la chefferie. Par exemple, lorsque les Interahamwe (prédécesseurs des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda, FDLR) ont déstabilisé une grande partie du territoire de Walungu en 2000 et sont devenus une source d'insécurité le long des routes de Mushenyi et de Nyafunze à Kaziba, les chefs du syndicat ont plaidé auprès des autorités de l'État pour la mise en place d'une force de défense locale composée de jeunes Bazibaziba armés, afin de protéger leur chefferie. Jusqu'à ce qu'elles soient démobilisées et réinsérées dans la société, ces unités de défense locale n'ont jamais été une source d'insécurité pour la population, ce qui, selon les observateurs locaux, est dû à la personnalité du Mwami, symbole de grande cohésion au sein de la communauté locale.

Kaziba a cependant été le théâtre de violences de grande ampleur durant les guerres du Congo. Dans la deuxième quinzaine d'octobre 1996, l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo-Zaïre (AFDL) dirigée par Kabila et l'Armée Patriotique Rwandaise (RPA) a perpétré plusieurs

---

<sup>1</sup> entretien avec un enseignant local, Kaziba, 2 septembre 2024.

massacres, tuant 130 civils à Kaziba. Plus de 30 d'entre eux ont été assassinés dans le centre commercial de Kaziba et 11 dans un centre de Cihumba où des personnes s'étaient réfugiées (UN Office of the High Commissioner for Human Rights, 2010). Ces atrocités se sont accompagnées du pillage de l'hôpital et des magasins, ainsi que de la destruction de la centrale hydro-électrique locale. De nombreuses victimes ont été enterrées dans la centre de Kaziba, dans une fosse commune située à proximité de l'Église Mennonite, qui est devenue un lieu commémoratif pour la population locale. Pendant la deuxième guerre du Congo (1998-2003), la population a de nouveau été victime de tueries, d'actes de violence et de violations des droits humains, commis cette fois par le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD). En octobre 2021, pour la première fois depuis les faits, ces massacres ont été commémorés et la justice a été exigée pour les victimes.

Pendant la deuxième guerre du Congo, deux personnalités éminentes de Kaziba, le Mwami de l'époque, Chimanye II Kabonwa, et l'homme politique Norbert Basengezi Katintima, ont ouvertement exprimé leur soutien au mouvement rebelle du RCD. Depuis le début du processus de transition en 2003 jusqu'à sa mort en 2005, le Mwami Chimanye était membre du Sénat congolais, en tant que représentant de la composante RCD. Katintima, qui avait participé à la Conférence Nationale Souveraine et avait été membre du Haut Conseil de la République - Parlement de Transition (HCR/PT) à la fin du règne de Mobutu, avait été nommé Gouverneur de province entre octobre 1998 et juin 2002 par la direction du RCD. C'est grâce à sa carrière politique au niveau national qu'il a pu consolider son pouvoir local. Pendant le processus de transition (2003-2006), il a été membre du parlement. Il est ensuite devenu ministre de l'Agriculture, puis Vice-président de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) en 2015, poste qu'il occupera jusqu'en juin 2019. Quelques mois avant sa démission, il a été sanctionné par le Bureau du contrôle des avoirs étrangers (OFAC) du Département du Trésor américain pour avoir sapé les processus ou les institutions démocratiques en RDC par ses actions ou ses politiques. Comme il a été déclaré, « en sa qualité de Vice-président de la CENI, Katintima et d'autres fonctionnaires de la CENI sous sa direction, ont détourné des fonds opérationnels de la CENI, facilitant ainsi les retards dans les élections » (U.S. Department of the Treasury, 2019).

Norbert Basengezi Katintima reste à ce jour la première autorité politique de Kaziba et l'élite politique de la chefferie est largement constituée autour de ces propres cercles. Grâce à son influence sur la scène politique nationale

et aux ressources qu'il mobilise sans hésiter pour mener à bien les projets de développement de la chefferie, il est devenu incontournable dans les décisions politiques locales. Depuis plus de vingt ans, il décide lui-même qui, parmi les Bazibaziba, peut se présenter aux élections législatives. L'un de ces candidats était Ombeni Nyakabinda, qui a été élu député provincial en 2006. Parmi les autres candidats élus figuraient l'ancien député Zacharie Barhumana et son fils Cokola Katintima en 2018. En prévision des élections de 2023, il a créé son propre parti politique, l'Alliance des Nationalistes pour un Congo Émergent (ANCE), en 2022. Ce parti a également rejoint l'Union Sacrée de la Nation, l'alliance des partis politiques soutenant le président Tshisekedi au parlement congolais.

Lors des élections, Ntwali Mukome, un jeune membre du « Regroupement politique Alliance des Forces Démocratiques du Congo et Alliés » (AFDC-A), lui fait face pour la première fois de sa carrière politique à Kaziba. Mukome était un leader politique influent à Kaziba qui s'est présenté comme candidat à la députation provinciale sans l'aval de Katintima. Au cours de la campagne électorale, cela a provoqué des tensions à Kaziba, les militants de l'ANCE ne pouvant tolérer qu'un candidat de Kaziba issu d'un parti politique différent puisse représenter la chefferie. Mukome a lancé ses propres Bétrets rouges pour affronter les militants de l'ANCE, ce qui a enflammé une campagne déjà marquée par la violence. Mukome et son adversaire de l'ANCE Espoir Birhinjira (le fils de la sœur de l'épouse de Katintima) ont finalement tous deux été élus Députés provinciaux, apaisant les tensions, même si une certaine suspicion subsiste.

Katintima entretient également une rivalité politique avec le lauréat du prix Nobel Denis Mukwege, originaire lui aussi de Kaziba. Selon des sources locales, des rivalités pourraient naître autour de la mise en œuvre de projets communautaires dans la chefferie. Des habitants nous ont affirmé que Mukwege souhaitait construire un stade à Kaziba. Une fois informé de cette intention, Katintima a tout mis en œuvre pour empêcher Mukwege de mener à bien son projet et vu que cela pourrait menacer sa légitimité auprès des Bazibaziba. Lors des élections de 2023, Katintima a également rallié les Bazibaziba autour du candidat à la présidence Félix Tshisekedi, sachant qu'avec Mukwege, Kaziba avait son propre fils candidat à la présidence.

## 4 |

# Une économie dominée par l'exploitation forestière

Les défis socio-économiques auxquels Kaziba est confrontée sont multiples et contribuent à la pauvreté généralisée et à l'insécurité alimentaire. La chefferie est économiquement isolée et l'agriculture constitue sa principale activité économique. Cependant, la chefferie est confrontée à une faible fertilité des sols, à une faible productivité agricole et à des cultures non adaptées aux conditions locales (Murhomulume Kalalizi, 2014). Par ailleurs, environ 75 % des terres sont recouvertes d'arbres non indigènes, tels que le pin et l'eucalyptus, qui ne s'adaptent pas bien aux conditions biophysiques de la région (Aksanti et al., 2024), ce qui réduit encore davantage les terres arables disponibles et limite la productivité agricole.

Kaziba souffre également d'un manque d'infrastructures, en particulier de routes, ce qui entrave le commerce et l'accès aux marchés. De nombreux ménages sont donc contraints de dépendre de l'importation de denrées alimentaires des régions voisines, ce qui entraîne des coûts élevés et exacerbe le niveau de pauvreté existant. L'économie locale est fragile, avec des sources de revenus non agricoles limitées ; si les hommes pratiquent l'élevage à petite échelle et l'artisanat ainsi que le commerce, ces activités ne suffisent pas à stabiliser les revenus des ménages. Une personne interrogée a déclaré : « Le commerce local est rudimentaire. Il n'y a pas de grands entrepôts. À part les petits dépôts de farine, il n'y a pas d'activités économiques importantes. Le commerce de planches constitue l'essentiel des produits exportés ici à Kaziba »<sup>2</sup>.

---

<sup>2</sup> Entretien avec un responsable local, Kaziba, 1er septembre 2024.

L'expansion des plantations d'arbres à des fins économiques, considérée comme une alternative dominante aux activités agricoles, met en évidence un dilemme pressant. En effet, si les arbres procurent un certain revenu, ils entraînent un appauvrissement supplémentaire des terres agricoles et compromettent la sécurité alimentaire de la chefferie. Néanmoins, les ménages transforment souvent leurs champs en plantations d'arbres pour faire face à cette situation. Bien que la culture d'arbres fournisse un revenu qui est utilisé pour l'éducation, le remboursement de la dette et l'achat de nourriture, il est souvent insuffisant pour répondre à la demande alimentaire de la population. Une étude indique que 81,7 % des ménages souffrent d'insécurité alimentaire et présentent une diversité alimentaire limitée (Aksanti Ntasima et al., 2024).

La plantation d'arbres n'est pas seulement un moyen de protéger l'environnement, c'est aussi une activité économique et culturelle importante qui représente une part significative de la production totale de bois dans le Sud-Kivu. Bien que la plantation d'arbres soit rentable sur le long terme, elle a conduit à une augmentation des tensions entre les forestiers et les agriculteurs locaux. Les personnes influentes de Kaziba privilégient l'investissement dans l'agroforesterie par rapport à l'agriculture vivrière en raison des avantages économiques qui en résultent. Une personne interrogée souligne que pour de nombreux Bazibaziba, la plantation des arbres plutôt que des cultures vivrières est un moyen d'accumuler des richesses, ce qui leur permet souvent d'améliorer leur statut économique : « Ici, lorsque le bois est cultivé au détriment des cultures vivrières, cela se justifie par le fait que l'exploitation forestière permet aux Bazibaziba de s'acheter des camions Fuso et de devenir riches »<sup>3</sup>.

Cette évolution a toutefois déclenché une animosité locale, car les agriculteurs qui dépendent de la production agroalimentaire affirment que ces plantations réduisent encore davantage la fertilité des sols. Un agriculteur local nous a expliqué que les plantations d'arbres limitaient la production alimentaire, nuisant ainsi aux habitants les plus pauvres qui dépendent de ces cultures pour subvenir à leurs besoins : « Les plantations d'arbres empêchent les pauvres d'obtenir de la nourriture. Imaginez qu'une personne à Bukavu plante des arbres au bord de votre champ : cela revient à empêcher

---

<sup>3</sup> Entretien avec un habitant local, Kaziba, 1<sup>er</sup> septembre 2024.

les champs des pauvres de produire quoi que ce soit, alors qu'ils vivent de cette production »<sup>4</sup>.

Certains agriculteurs du secteur agroalimentaire, souvent désavantagés sur le plan financier, se sentent impuissants face à l'expansion des plantations des riches particuliers. Cette marginalisation économique a conduit certains agriculteurs à faire preuve de résistance, notamment en vandalisant des plantations d'arbres. Selon des sources locales, certaines plantations ont été incendiées, souvent pendant la saison sèche. Certaines des personnes interrogées ont également expliqué que les agriculteurs et les éleveurs ont parfois recours à ces mesures pour récupérer des terres fertiles et des zones de pâturage, des actions qui ont des effets néfastes sur l'environnement et les ressources forestières<sup>5</sup>.

Parfois, en raison de pressions économiques, les agriculteurs les plus pauvres ont été contraints d'abandonner complètement les cultures vivrières pour se tourner vers la plantation d'arbres. Cette évolution vers l'exploitation forestière a renforcé leur dépendance extérieure en matière d'approvisionnement alimentaire. Toutefois, il a été mentionné au cours des entretiens que de nombreux propriétaires terriens engagés dans l'agroforesterie vivent en dehors de Kaziba et ne sont pas directement touchés par les pénuries alimentaires locales engendrées par leurs plantations. Cette situation a alimenté la résistance de la population locale, qui se sent marginalisée sur le plan économique par l'afflux de plantations d'arbres.

---

<sup>4</sup> Entretien avec un directeur d'école, Kaziba, 2 septembre 2024.

<sup>5</sup> Entretien avec un enseignant, Kaziba, 2 septembre 2024.



L'attachement des Bazibaziba à la terre est profondément ancré dans leur culture et leur tradition. L'accès à la terre et son utilisation ne sont pas seulement des questions de ressources ; ils sont également devenus des sources de tension récurrentes. Les conflits fonciers prennent diverses formes : conflits familiaux sur la répartition des terres héritées, tensions entre grands propriétaires terriens et petits agriculteurs, conflits entre entités coutumières concernant leurs délimitations territoriales, etc.

À Kaziba, l'une des formes de conflits fonciers les plus répandues concerne les familles, souvent en raison d'une répartition inégale des terres héritées. Les terres coutumières n'étaient traditionnellement pas destinées à la vente, mais avec les récents changements sociaux, cette pratique est devenue de plus en plus une réalité. Il est désormais courant d'acheter et de vendre des terres même en dehors de la lignée familiale, ce qui entraîne des conflits principalement en raison des implications financières. Un habitant de Kaziba a fait remarquer que « la terre a déjà été vendue, alors qu'elle n'était pas censée l'être »<sup>6</sup>, soulignant les complications liées à la nouvelle dynamique de la propriété foncière.

Parallèlement, des tensions se développent entre les grands propriétaires terriens et les petits agriculteurs qui ne disposent plus de terres arables. Ces derniers considèrent l'occupation de vastes zones par des concessions impliquées dans le commerce du bois comme une forme d'accaparement des terres. Cette perception incite certains agriculteurs à s'opposer à ces pratiques, comme l'explique un enseignant: « D'autres conflits peuvent surgir,

---

<sup>6</sup> Entretien avec un habitant, 1<sup>er</sup> septembre 2024.

mais il s'agit surtout de conflits fonciers entre les agriculteurs qui se disputent les terres avec les grands propriétaires terriens »<sup>7</sup>.

Un autre type de conflit foncier concerne la délimitation de différents groupements au sein de la chefferie de Kaziba. Ce type de conflit survient lorsque les chefs de groupements ne connaissent pas les frontières exactes de leurs terres, ce qui entraîne des tensions autour de certaines collines. Bien qu'il soit difficile de documenter des cas concrets, plusieurs incidents se sont produits par le passé, comme l'ont mentionné certaines personnes interrogées. Lorsque de tels litiges surviennent, le Chef de chefferie intervient souvent pour régler le problème et, dans certains cas, annexe un village contesté au groupement de Kashozi, situé au centre de la chefferie. Ainsi, un village éloigné peut se retrouver rattaché à ce groupement même lorsqu'il n'a pas de frontières communes avec ce dernier.

Pour finir, d'autres conflits opposent les autorités coutumières locales à leurs sujets. Historiquement, les terres coutumières appartenaient au mwami, qui a le droit de les accorder ou de les révoquer selon les règles coutumières. Ce contrat de type *Kalinzi* donnait traditionnellement aux agriculteurs le droit d'utiliser la terre en échange du paiement d'un tribut au chef coutumier. Ce droit est héréditaire. Cependant, les chefs coutumiers profitent parfois de l'absence de sécurité foncière pour déposséder les agriculteurs, en particulier lorsque ces terres ne sont pas accompagnées de titres de propriété. Un rapporteur de la société civile locale nous a dit que « la question de Kalinzi a conduit les Baganda (collaborateurs des chefs coutumiers) à s'engager dans la fraude, car la certification des terres se faisait verbalement. Cependant, avec le soutien d'ONG comme la Fondation Panzi, nous avons pu récupérer 50 parcelles appartenant à des veuves »<sup>8</sup>. Cette absence de sécurité foncière apparaît comme la principale source de conflits fonciers à Kaziba, affectant diverses parties prenantes et prenant différentes formes. Ces tensions soulignent la nécessité d'une réforme et d'une meilleure gestion des ressources foncières afin d'éviter tout conflit à l'avenir.

---

<sup>7</sup> Entretien avec un enseignant, Kaziba, 3 Septembre 2024.

<sup>8</sup> Entretien avec le rapporteur de la nouvelle société civile de la chefferie de Kaziba, 1<sup>er</sup> septembre 2024.

## L'or, moyen de subsistance alternatif et source de conflit

L'extraction de l'or est relativement récente dans la chefferie de Kaziba. Aucune expédition géologique n'a été menée pendant la période coloniale et c'est seulement dans les années 1990 que des bergers ont découvert accidentellement des gisements d'or (USAID, 2018). Aujourd'hui, comme dans les chefferies voisines, l'exploitation artisanale de l'or est devenue une source de revenus essentielle pour la population de Kaziba. Plusieurs sites d'extraction sont devenus d'importantes sources de revenus, attirant un nombre considérable de mineurs artisanaux. Par ailleurs, cette production d'or a contribué à faire de Kaziba une plaque tournante du commerce de l'or et est devenue un atout majeur dans les flux commerciaux locaux reliant les sites miniers de Kaziba et des chefferies voisines aux marchés locaux et aux élites commerciales urbaines. Selon un fonctionnaire du Service d'assistance et d'encadrement d'exploitation minière artisanale et à petite échelle (SAEEMAP), l'exploitation officielle de l'or a commencé en 2003 sur le site de Changoboka dans le groupement de Kashozi, en 2009 sur le site de Butuzi et en 2012 sur le site de Malindji<sup>9</sup>. Deux fois par semaine, des transactions d'or ont lieu au marché de Kaziba, dont une partie provient également des sites miniers de la chefferie de Luhwindja.

À la différence d'autres régions des provinces du Kivu et de l'Ituri, les sites miniers de Kaziba offrent des conditions de sécurité beaucoup plus sûres.

---

<sup>9</sup> Entretien, online, 28 octobre 2024.

Depuis la fin des guerres du Congo, aucun groupe armé n'a opéré ni dans la chefferie ni à proximité des sites miniers. La présence des autorités étatiques (y compris des forces de sécurité de l'État) est limitée et les structures de taxation ainsi que les actes de harcèlement complexes et abusifs souvent observés ailleurs sont pratiquement inexistantes dans la région.

Contrairement à d'autres zones minières du Sud-Kivu, les recherches approfondies sur la portée et l'importance de l'extraction de l'or à Kaziba sont rares. Actuellement, l'extraction de l'or se fait dans les localités suivantes : Madhira/ Butuzi, Malindji, Mbwege, Chinjubi et dans la rivière Luzinzi. En 2018, une visite de terrain a permis d'estimer la production d'or des sites visités entre 50 et 100 grammes par semaine en moyenne (USAID, 2018), bien que les sources locales n'aient pas pu confirmer ces estimations. Plusieurs coopératives ont été officiellement reconnues par un décret du Ministre des Mines, comme par exemple la « Coopérative Minière pour le Développement de Kaziba » (CMDK), créée le 15 janvier 2015, et la « Kaziba Coopérative Minière » (KAZICOM), créée en août 2017. Ces deux coopératives sont autorisées à exploiter l'or dans des « zones d'exploitation artisanale » (ZEA) ou des sites miniers officiellement validés. Une troisième coopérative est la Coopérative minière Rising Star (COMRS) avec son siège dans le groupement de Muchingwa et créée en avril 2015. Parmi les membres fondateurs de ces coopératives, on trouve des personnalités de Kaziba, dont certains résident actuellement à Bukavu, chef-lieu de la province du Sud-Kivu.

Toutefois, des tensions ont été observées entre les mineurs artisanaux et ces coopératives. Si le code minier congolais prévoit que tous les mineurs artisanaux doivent adhérer à des coopératives pour exercer des activités minières, très peu l'ont fait dans la chefferie de Kaziba. Selon une évaluation de l'USAID, moins de 10 % des mineurs détiennent également une carte de creuseur (permis officiel), ce qui suggère que la majeure partie de l'extraction de l'or à Kaziba se fait de manière informelle (USAID, 2018). Les mineurs n'ont guère confiance dans les coopératives ; ils les considèrent comme des structures servant principalement les intérêts des élites locales, essayant d'imposer un monopole sur le commerce local de l'or, sans se soucier des droits et des avantages des mineurs. Par ailleurs, comme le souligne la même étude, « malgré la présence du chef coutumier au sein de la coopérative, son

administration reste illégitime et faible aux yeux des mineurs. Les mineurs ne sont que très peu contraints d'enregistrer leur production » (USAID, 2018 : 25). Il en résulte que les mineurs cherchent souvent à vendre directement aux négociants locaux, qui préfinancent leurs activités en échange de la vente de leur or (USAID, 2018).

Un cas particulier est la Coopérative minière Rising Star (COMRS), qui a entamé des activités minières à Kaziba, dans la rivière Luzinzi. Cette rivière traverse un vaste marais fertile, essentiel pour la production agricole locale. Traditionnellement gardée par le Mwami, c'est dans cette plaine qu'il incite son peuple à s'adonner à l'agriculture après la cérémonie coutumière de bénédiction des semences, appelée « Mubandé ». Aujourd'hui, Rising Star exploite l'or de la rivière et de la zone marécageuse aux côtés des mineurs informels locaux, qui considèrent la rivière comme un don de Dieu aux Bazibaziba. Ces mineurs, qui travaillent avec un équipement très rudimentaire, doivent maintenant faire face à une entreprise disposant de matériel perfectionné et ayant obtenu des concessions d'exploitation. Cela pourrait pousser beaucoup de ces jeunes mineurs à quitter les marais. Dans une région où les moyens de subsistance sont limités, la perte de revenus qui en résulte risque également d'aggraver le niveau de pauvreté déjà élevé. Cette situation conduit à une intensification de l'exploitation illégale des marais. Cette exploitation accroît toutefois le risque d'élargissement des lits des marais. Cela risque à son tour de provoquer des glissements de terrain et de détruire des parcelles agricoles, ce qui est à l'origine de tensions croissantes entre les mineurs, les autorités locales et les agriculteurs.

Les activités minières semi-industrielles de COMRS ont également un impact considérable sur les activités agricoles locales. COMRS est accusée de saboter les travaux de drainage effectués par une ONG au profit des champs des agriculteurs, car ses machines modifient le lit de la rivière et provoquent l'érosion des sols, entraînant la destruction de leurs récoltes pendant la saison des pluies. Les agriculteurs affirment également n'avoir reçu aucune compensation pour l'utilisation de la rivière, malgré les clauses du cahier des charges. Rising Star a initié, en février 2021, dans plusieurs groupements une séance de sensibilisation sur l'élaboration du cahier des charges ; sept mois plus tard, une lettre de la population de Kaziba adressée au Gouverneur de

la Province de Sud Kivu, dénonce les abus perpétrés par la société minière chinoise New Continent Mineral Sarl (NCM) et son partenaire, la coopérative minière Rising Star, accusés de circuler avec de faux documents<sup>10</sup>. Un membre de la société civile explique ainsi le conflit: « Cette société ne contribue pas à l'économie de la chefferie et, de plus, la société civile dénonce ses activités qui ne sont pas conformes à notre cahier des charges. Il était prévu dans nos clauses que la société construise la route menant au site minier d'IGOHWA, dans le village de Bushendiko, au sein du groupement de Kashozi. La société Rising Star devait également construire des centres de santé, car les produits chimiques utilisés lors des activités minières peuvent nuire à la santé de la population locale, et construire des écoles, tout en respectant les normes environnementales »<sup>11</sup>.

Des sources locales craignent également que le Mwami protège cette société et reçoive des dividendes, non pas au profit de la communauté, mais pour son intérêt personnel. S'il n'existe aucune preuve d'une telle allégation, l'examen du budget de la chefferie n'a révélé aucune contribution de cette société aux revenus de la chefferie. Un habitant nous a dit que « la population a parfois envisagé de se soulever contre cette société, mais comme la chefferie a reçu des ressources financières de sa part, elle essaie d'étouffer la résistance populaire »<sup>12</sup>. Un commandant des *wazalendo*, un groupe armé récemment constitué, nous a fait part de son intention de prendre les choses en main et de faire pression sur la société minière pour qu'elle respecte les clauses convenues. Ces déclarations laissent présager un soulèvement plus violent si Rising Star ne parvient pas à harmoniser son point de vue avec les leaders sociopolitiques de la chefferie face à ce conflit.

---

<sup>10</sup> <https://kazibaonline.com/kaziba-la-population-alerte-sur-lanarchie-importee-par-les-clandestins-chinois-en-collaboration-avec-la-cooperative-miniere-rizing-star/>

<sup>11</sup> Entretien avec un leader de la société civile locale, Kaziba, 31 août 2024.

<sup>12</sup> Entretien avec un résident, Kaziba, 1 September 2024.

## Nouvelles formes de mobilisation armée

Pendant les guerres du Congo, Kaziba n'a pas été aussi touchée par la prolifération des groupes armés que d'autres parties de la province du Sud-Kivu. La principale exception a été la mobilisation d'un groupe de défense local en réponse à la montée de l'insécurité lors des incursions des Interahamwe en 2000 (voir plus haut). Depuis la fin officielle des guerres du Congo et le début du processus de transition en 2003, aucune présence réelle de groupes armés dans cette chefferie n'a été documentée et le contexte sécuritaire est resté plutôt stable.

L'annonce de la création d'une réserve armée par l'État congolais, confirmée par le vote d'une loi en 2023 stipulant que des volontaires civils pourraient être intégrés dans une réserve armée en cas de nécessité de défendre l'intégrité territoriale du pays à la suite d'une menace ou d'une agression extérieure<sup>13</sup>, n'est pas passée inaperçue à Kaziba. C'est sous la bannière *wazalendo*, nom commun à tous les groupes qui prétendent agir pour la défense de l'intégrité territoriale de la RDC et contre la présence du M23 sur le sol congolais, que s'est constitué aussi à Kaziba un mouvement d'autodéfense composé essentiellement de jeunes et des hommes. La plupart de ces recrues mènent une vie quotidienne normale tout en assurant la sécurité des villages de Kaziba la nuit. Selon leur commandant, le groupe compte plus de 3000 membres, un chiffre qui n'a pas pu être vérifié et qui est considérée comme une forte

---

<sup>13</sup> Loi n°23/014 du 22 mai 2023 portant institution de la réserve armée de la défense en République Démocratique du Congo

surestimation. Selon les sources locales, ce groupe est composé d'agriculteurs, de motocyclistes, de mineurs artisanaux, d'éleveurs de bétail, etc. Sans barrières ni taxes, ils vivent comme des citoyens ordinaires tout en assurant la sécurité. Ils seraient en collaboration avec d'autres groupes wazalendo, notamment ceux de Nyangezi, Uvira et Fizi, et se considèrent comme faisant partie de la zone de défense sud des wazalendo, sous le commandement du Général Amuri Yakutumba à Fizi.

Cette force de protection autoproclamée est dépourvue de tout cadre organisationnel substantiel et prétend être composée aussi d'anciennes recrues démobilisées de la chefferie de Kaziba. La plupart d'entre eux déclarent vouloir protéger la population contre les communautés Banyarwanda. Des rumeurs locales indiquent également que les aspirations politiques des élites locales exclues et la sous-représentation des Bazibaziba dans l'armée congolaise alimentent la dynamique de mobilisation actuelle.

Si les wazalendo de Kaziba se considèrent comme responsables du maintien de la sécurité dans la chefferie, ils n'ont en même temps aucune confiance dans les autorités politiques et militaires formelles du pays, qu'ils estiment être « de mèche avec les ennemis de la République ». Ils refusent de recevoir des ordres des autorités locales et n'acceptent que l'autorité du Ministre de la Défense nationale et du Président de la République. « Nous ne dépendons que de la Présidence et du Ministère de la Défense nationale. Ils n'ont aucun ordre à nous donner, pas même le commandant de la région. Je ne peux recevoir d'ordre que du Général Yakutumba, qui est notre Chef ici dans notre deuxième zone opérationnelle », a révélé un Porte-parole des wazalendo<sup>14</sup>.

Ces sentiments de méfiance, combinés au paysage sécuritaire hybride actuel, risquent à long terme d'aggraver les tensions au sein de la chefferie. En octobre 2024, le Député provincial Espoir Mugisho Birhenjira a alerté le gouvernement provincial sur les risques potentiels liés à la présence des wazalendo à Kaziba et a appelé à leur démobilisation urgente. Le Mwami de Kaziba a également ordonné au Wazalendo de cesser leurs activités dans la chefferie, mais cette demande n'a eu jusqu'à présent qu'un impact limité.

---

<sup>14</sup> Entretien avec un porte-parole des wazalendo, Kaziba/Kashozi, 2 septembre 2024.



La chefferie de Kaziba est plutôt isolée et peu développée en termes économiques. Elle souffre d'une production agricole limitée, malgré des conditions sécuritaires relativement stables, en raison de la mauvaise qualité des sols, de la prédominance des concessions forestières et de l'absence de connexion avec le monde extérieur. Cela explique les niveaux relativement élevés d'insécurité alimentaire et de pauvreté par rapport aux chefferies voisines. Les autorités coutumières restent les principales gardiennes de la communauté et bénéficient du soutien actif des Bazibaziba. Cependant, une petite élite politique et économique locale, mais influente, exerce un contrôle important sur la politique et la société, et a obtenu un quasi-monopole sur la production économique locale (principalement le bois et l'or) ainsi que du commerce local.

Les organisations internationales et locales ont déployé des efforts limités pour soutenir Kaziba. Contrairement à d'autres régions du Sud-Kivu, Kaziba a fait l'objet d'un engagement relativement faible de la part des ONG internationales. La région manque donc d'infrastructures et de projets de développement durables. Seuls quelques projets ont été mis en œuvre, comme ceux de la Fondation Panzi, qui a distribué du bétail et des fonds pour la création de petites entreprises à certains ménages. D'autres initiatives ont également vu le jour, comme le projet de développement des marais de l'ONG FH, qui a aidé les agriculteurs à augmenter leur production pendant une courte période, ou le soutien de la FAO aux coopératives agricoles. Le Fonds social de la République Démocratique du Congo a également contribué à la création d'écoles, tandis que la GIZ s'est impliquée dans la reforestation.

Tearfund et la Fondation Panzi offrent également un soutien juridique et économique, principalement par le biais d'une assistance juridique aux groupes vulnérables.

La chefferie a récemment connu une prolifération de wazalendo locaux, composés d'anciens combattants et de jeunes recrutés localement, comme dans la plupart des autres régions de l'est de la RDC. Si leur émergence peut s'expliquer par l'appel au soutien populaire dans la lutte de Kinshasa contre le M23, ces wazalendo risquent de se retrouver mêlés à la dynamique locale des conflits, en particulier ceux liés à l'exploitation minière de l'or. Leur présence et leur influence croissante pourraient également compliquer la gouvernance sécuritaire de la chefferie.

- Aksanti Ntasima, H., Aganze Marhegana, B., Akonkwa Ndagano, E., Masumbuko, D.-M., Cirimwami, J.-P. 2024. "Expansion de la culture d'arbres sur les terres agricoles dans la chefferie de Kaziba au Sud-Kivu: Quel impact sur la sécurité alimentaire des ménages ?" *International Journal of Innovation and Scientific Research* 73(1), 1-15.
- Mikaëlsson, L. 2018. "The Norwegian Pentecostal Foreign Mission: A Survey of Mission History with an Emphasis on Organization, Expansion, and Gender," in: J. Moberg, J. Skjoldli (eds.), *Charismatic Christianity in Finland, Norway, and Sweden*, Palgrave Studies in New Religions and Alternative Spiritualities.
- Mugaruka, G. 2012. *Bashi et Bahavu de la République Démocratique du Congo: tradition orale et Histoire*, Editions CEDI.
- Mukenge Namubamba, M., Manirakiza, D., Balagizi Karhagomba, I., Mulotwa Mardochée, B. (2021). "Non-agricultural activities and income inequalities in the community of Kaziba in eastern DR Congo", *International Journal of Innovation and Scientific Research*, 56(1), 60-72.
- Murhomulume Kalalizi, E. 2014. "Les stratégies de développement des entités territoriales décentralisées du sud-Kivu. Cas de la chefferie de Kaziba en territoire de Walungu." Mémoire de Graduat, Université Officielle de Bukavu.
- UN Office of the High Commissioner for Human Rights Democratic Republic of Congo Mapping Exercise, Democratic Republic of the Congo, 1993-2003. 2010. *Report of the Mapping Exercise documenting the most serious violations of human rights and international humanitarian law committed within the territory of the Democratic Republic of the Congo between March 1993 and June 2003*, Geneva : UN, Office of the High Commissioner for Human Rights (<https://digitallibrary.un.org/record/709895?ln=en&v=pdf>)
- Unknown, 2019 (<https://kazibaonline.com/wp-content/uploads/2019/12/KAZIBA-DOCUMENTATION-1.pdf>).
- USAID. 2018. *Capacity Building for a Responsible Minerals Trade (CBRMT). Evaluation of Potential Responsible Artisanal Mine Site Hubs: South Kivu* ([https://pdf.usaid.gov/pdf\\_docs/PA00TFBS.pdf](https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PA00TFBS.pdf)).
- USAID. 2019. *Search for Common Ground and Food for the Hungry, Tuendelee Pamoja II - Moving Forward Together. South Kivu and Tanganyika Provinces - Moba and Walungu Territories* (<https://documents.sfcg.org/wp-content/uploads/2020/06/English-Conflict-Scan-FFH.pdf>).
- U.S. Department of the Treasury. 2019. *Treasury Sanctions Congolese Officials Responsible for Undermining DRC Elections, Press Release* (<https://home.treasury.gov/news/press-releases/sm633>).

# Série Insecure Livelihoods

